

Révoltés de Villefranche : pourquoi tant de prudence ?

Cette page de l'Histoire villefrancoise, elle-même inscrite dans un contexte international, restera-t-elle encore longtemps un sujet tabou pour la municipalité ? A la vue des éléments nouveaux, publiés au printemps dernier dans l'ouvrage de Mirko D. Grmek et Louise L. Lambrichs sous le nom «Les Révoltés de Villefranche» (Ed° du Seuil), certains élus locaux ne cachaient pas leur exaltation à ce moment-là.

Les nombreux documents obtenus par les deux auteurs apportaient un éclairage nouveau sur la mutinerie d'une division de la Waffen-SS, le 17 septembre 1943 : Les mutins avaient bel et bien été enrôlés de force; parmi les meneurs de la révolte se trouvaient autant de Croates catholiques, que de Bosniaques musulmans; et par ailleurs, l'attitude de la population villefrancoise semble avoir été honorable. Autrement dit, les autorités de la bastide poussées à la réserve pendant le déchirement de l'ex-yougoslavie, pourraient désormais adopter une position plus claire. En effet, assister aux cérémonies de commémoration de la répression sanglante engagée contre les mutins ce 17 septembre 1943 ne pourrait plus être considéré comme une prise de position politique ou idéologique.

Pour peu que l'on veuille bien s'y intéresser, chacun de nous peut aujourd'hui comprendre que les causes de la rébellion dépassaient ces approches réductrices. Par leur acte désespéré, les jeunes soldats ne s'opposaient certes pas directement au nazisme en tant que tel, mais entendaient d'abord en terminer avec les brimades qu'ils enduraient quotidiennement. Il me semble aujourd'hui que ce désir de recouvrer la liberté et d'être traités comme des personnes, sanctionné par plusieurs dizaines d'exécutions sommaires sur le sol de la commune, mérite bien la présence des élus locaux lors des cérémonies de commémoration.

Pourtant, six mois après la sortie de l'ouvrage, la prudence reste de mise. Jeudi 17 septembre 1998, comme chaque année, l'ambassade de Croatie en France était présente à Villefranche pour rendre hommage aux jeunes victimes devant le monument aux morts (route de Farrou). Une cérémonie conjointement organisée par le Conseil représentatif des institutions croates de France et l'association Solidarité France-Croatie. Outre quelques Villefrancois présents à cette occasion, la municipalité n'y était pas représentée. Motif invoqué : «*la cérémonie n'est pas organisée par une association locale*», a expliqué le maire Claude Penel, visiblement embarrassé.

Jusqu'en 1996 la municipalité assistait à la cérémonie du 17 septembre, organisée par la section villefrancoise de l'ANACR. Toutefois, reconsidérant sa position vis à vis de l'événement, l'association des Anciens combattants et résistants avait estimé, il y a un an, ne plus «*devoir continuer à assurer la commémoration*», jugeant que finalement, «*la Résistance (...) n'a pas été impliquée dans ce soulèvement*». Une position toute légitime qui ne justifie pas à elle seule l'absence des élus locaux depuis deux ans. Même le fait de croire en d'éventuels clivages entre Croates et Bosniaques, chacun revendiquant l'initiative historique de la révolte, ne peut plus être avancé.

Pour Filip Vucak, ministre-conseiller à l'ambassade de la République Croate, il n'est pas question que son Etat revendique l'héritage historique de la mutinerie. Il accepte en effet le principe d'une cérémonie commune avec ses homologues bosniaques. «*Nous entretenons de très bonnes relations diplomatiques avec eux*», a-t-il confié. Et selon lui, l'absence de représentants bosniaques lors de la commémoration s'explique certainement par le contexte politique difficile que traverse ce pays. «*La presse [bosniaque] parle de l'événement, mais c'est vrai qu'ils ont d'autres préoccupations pour le moment*».

Vincent Hénin

LE VILLEFRANCOIS
25/09/98